

Pierre Conesa : "On ne lutte pas contre le terrorisme avec des moyens militaires"

dimanche 19 avril 2015, par [Pierre CONESA](#), [Touteleurope.eu](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pierre CONESA](#), [Touteleurope.eu](#), **Pierre Conesa : "On ne lutte pas contre le terrorisme avec des moyens militaires"**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 avril 2015.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Cet entretien a été réalisé par *Touteurope.eu* dans le cadre d'une conférence de Pierre Conesa organisée par le *Diploweb.com* et Grenoble Ecole de Management, sur son campus parisien.

Le *Diploweb.com* dans le cadre de son partenariat avec Touteurope.eu est heureux de vous présenter le résumé vidéo et le texte complet de l'entretien.

[Pierre Conesa : "On ne lutte pas contre le..." par *www-touteurope.eu*](#)

***Touteurope.eu* : Comment définir la radicalisation ?**

Pierre Conesa : Le sociologue définit la radicalisation comme la posture de légitimation ou de passage à l'acte dans le domaine de la violence. En ce sens, la radicalisation touche aujourd'hui beaucoup de domaines : politique avec une radicalisation d'extrême gauche ou d'extrême droite (identitaires, black blocs...), religieux (l'islam n'étant pas la seule grande religion touchée), ou encore des domaines tout à fait inattendus comme la défense des animaux, par exemple...

La radicalisation est un phénomène générique, qui pose des problèmes à toutes les sociétés démocratiques. Mais ce qui nous préoccupe évidemment le plus actuellement, à cause des [attentats terroristes](#), c'est la radicalisation djihadiste.

***Touteurope.eu* : En Europe, ce phénomène touche-t-il certains pays plus que d'autres ?**

Pierre Conesa : Oui évidemment, parce que la proportion et la composition des communautés musulmanes est assez différente selon les pays. [La France](#) est le pays occidental qui a la proportion de musulmans la plus importante (aux Etats-Unis, ils représentent 1% de la population, dont 50% de convertis : c'est donc une sociologie tout à fait différente).

La caractéristique du système français est d'avoir une forte composante maghrébine, avec un rapport d'anciens colonisés à colonisateur. En France comme dans le reste de l'Occident, il y a un recrutement de la désespérance sociale, de gens issus de milieux sociaux très défavorisés, mais la nouveauté réside dans le phénomène des conversions, qui lui touche les classes moyennes et procède donc d'une analyse sociologique totalement différente : dans ce cas ça n'est pas la situation économique et sociale qui justifie les postures radicales.

***Touteurope.eu* : Plusieurs pays européens ont mis en place des programmes de contre-radicalisation : peut-on évaluer leur efficacité ?**

Pierre Conesa : C'est très difficile, d'une part parce que les programmes sont assez récents, d'autre part cela revient à mesurer une politique de prévention. Si l'on constate qu'il y a moins de radicalisation, sur quel critère se base-t-on ? On sait que c'est indispensable mais on n'a pas d'échelle de mesure véritable.

Par contre, [beaucoup de pays démocratiques ont insisté sur le suivi des radicaux](#) qui sont passés par la prison, partis en Syrie et reviennent, etc. Dans ce cas là, l'indicateur est

beaucoup plus facile à déterminer.

Mais il n'y a pas de succès significatif : peu de temps avant l'attentat de Copenhague on vantait le système danois de prise en charge individuelle...

Touteurope.eu : La France elle-même a mis en avant un programme de déradicalisation axé sur les prisons : qu'en pensez-vous ?

Pierre Conesa : 90% des gens qui reviennent de Syrie ne sont passés ni par la mosquée ni par [la prison](#). Donc la volonté du ministère de la Justice de traiter la prison comme lieu de radicalisation est un enjeu important... mais on se focalise sur la prison parce que c'est un endroit que l'on connaît bien, grâce aux nombreuses études déjà réalisées. Il y a évidemment le cas des frères Kouachi et de Coulibaly, dont la rencontre s'est faite en prison. Mais les statistiques montrent qu'il y a d'autres méthodes de radicalisation.

Ce qui nous manque aujourd'hui, c'est un tableau d'ensemble qui permettrait de répondre aux questions suivantes : que se passe-t-il sur Internet ? Par des contacts directs ? Dans les lieux de culte clandestins ? Cela permettrait d'avoir une vue d'ensemble de tous ces processus dans lesquels la prison n'est qu'une étape.

Cette volonté de trouver dans la prison des moyens d'éviter le contact entre les personnalités fragiles et les radicaux violents, la manière de s'occuper des gens censés s'être amendés après avoir fait leur peine de prison mais qui ne sont pas du tout déradicalisés... tout cela pose des problèmes de droit public complexes.

Touteurope.eu : La France pourrait-elle prendre exemple sur les programmes de déradicalisation mis en place ailleurs ?

Pierre Conesa : Dans les pays démocratiques, tout le monde est coincé entre des objectifs contradictoires : respecter les libertés publiques et empêcher les gens de partir en Syrie (en les privant de leur carte d'identité...). Il s'agit alors d'une prévention contre un hypothétique délit, qui entrave la liberté d'un individu faute de dossier pénal suffisant pour l'arrêter... la situation est donc compliquée. De plus, lorsqu'on empêche quelqu'un de partir en Syrie et qu'il n'a plus la possibilité de "se faire tuer" là-bas, il a en revanche le feu vert pour agir dans le pays qui le retient !

Toutes les analyses de déradicalisation ne tiennent pas compte des politiques extérieures.

Mais le principal problème est que toutes les analyses de déradicalisation ne tiennent pas compte des politiques extérieures. Or la radicalisation sectaire salafiste/djihadiste, contrairement à d'autres sectes, se base avant tout sur des thèmes internationaux : victimisation des musulmans, théorie du complot américano-juif... Quand vous trouvez sur des sites web djihadistes : "2000 morts à Gaza et on ne fait rien, 4 occidentaux égorgés on envoie l'armée", vous ne pouvez pas avoir de contre-arguments face à ce type de posture diplomatique. Et tant qu'on ne prend pas en compte cette dimension de la politique extérieure, une des causes de la mobilisation et de la radicalisation ne sera pas arrêtée.

Touteurope.eu : Qu'attendez-vous de la stratégie européenne de lutte contre le terrorisme ?

Pierre Conesa : J'ai bien peur que [les Européens](#) oublient cette dimension, à savoir qu'on ne lutte pas contre le terrorisme avec des moyens militaires. C'est un mensonge qui a été énoncé par George Bush après le choc de 2001, et l'on a vu le résultat des guerres en Irak, en Libye, ou en Afghanistan. Or, au lieu d'en tirer des conclusions, on en rajoute avec l'Irak et la Syrie... D'autre part on ne lutte pas contre le terrorisme avec des bombes aériennes de 250 kilos ! Quand vous jetez une bombe pour tuer un type dans une maison et que vous faites 60 victimes autour, vous avez 60 familles de terroristes demain !

Toutes ces actions qui, offertes à l'opinion publique, donnent le sentiment qu'on a l'intention de lutter contre sont de mauvaises méthodes. Et je pose une question de fond : pourquoi aller se battre contre l'Etat islamique parce qu'il égorge des gens, coupe les mains des voleurs, opprime les femmes et interdit les autres religions... pour défendre [l'Arabie Saoudite](#), qui coupe les mains des voleurs, opprime les femmes et interdit les autres religions ? Je ne comprends pas la conditionnalité politique de notre intervention. Nous devrions plutôt dire : nous intervenons si vous faites l'effort de faire disparaître tous vos radicaux, vos imams qui diffusent les discours de radicalité, je ne vois pas quel sera le résultat politique d'une telle action militaire.

Par ailleurs, à la mobilisation du tiers-mondisme des années 70-80, à la lutte contre l'impérialisme et à l'action violente de l'extrême-gauche succède, pour certains, la défense des musulmans, nouvelle cause du héros positif qui part défendre des victimes. Donc tant que l'Etat se comportera ainsi dans le monde arabo-musulman, tout en racontant qu'il est le droit, la sécurité, la justice, on ne convaincra pas des jeunes gens de ne pas partir.

Copyright Conesa/Touteurope.eu

[. La vidéo et le texte sur le site de Touteurope.eu](#)

[Découvrez plus de vidéos géopolitiques sur la chaine youtube.com Diploweb.](#)

P.-S.

Ancien haut fonctionnaire du Ministère de la Défense (France). Pierre Conesa est l'auteur de « La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec sa conscience pour soi », Paris, éd. Robert Laffont, 2011. Un livre recommandé par le *Diploweb.com*